



GISÈLE PÉLICOT DONNE DE LA VOIX À TOUTES LES FEMMES QUI SE BATTENT CONTRE CETTE SOCIÉTÉ

Le 2 septembre dernier s'est ouvert le procès de Dominique Pelicot. Ce père de famille a, pendant des années, drogué sa femme, Gisèle, pour la soumettre à des viols et violences sexuelles. Ce qui est tout aussi choquant dans cette affaire, c'est qu'aux côtés de Dominique Pelicot comparaissent cinquante autres coaccusés qui ont également participé aux viols. Dominique Pelicot les avait contactés via un site connu pour être un lieu de rencontres de prédateurs sexuels et de pédocriminels, un site qui n'a pourtant été fermé qu'en juin 2024, après 23 000 procédures engagées.

Un crime qui rappelle que les violences contre les femmes restent un trait fondamental de la société actuelle

Dominique Pelicot a affirmé que, sur ce site, seuls trois hommes sur dix refusaient ses propositions. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun ne l'a dénoncé.

Les commentateurs soulignent le fait que ces cinquante coaccusés sont des « Messieurs-tout-le-monde ». Eh oui, ce procès vient rappeler que l'écrasante majorité des viols dans la société sont le fait de proches des victimes, souvent le compagnon ou le mari. Les récentes affaires autour de la famille Duhamel ont rappelé également que l'inceste reste un fait ordinaire dans bien des familles...

Entre 2020 et 2021, le nombre de féminicides a augmenté de 20 %, et les études montrent que seuls 0,6 % des viols et tentatives de viol ont donné lieu à une condamnation. Les révélations autour de l'abbé Pierre, dont le pape vient de reconnaître que le Vatican connaissait les agissements, montre combien les institutions cherchent à camoufler cette violence ordinaire.

Un crime à l'image de la violence de la société capitaliste et patriarcale

Ces crimes sordides n'ont en réalité malheureusement rien d'étonnant dans la société dans laquelle nous vivons. L'exploitation est le fondement du capitalisme qui s'appuie sur tout ce qui peut la maintenir, et l'oppression des femmes en fait partie. En 2024, les femmes gagnent encore en moyenne 24 % de moins que les hommes. Pour perpétuer leur domination, les capitalistes utilisent tout ce qui peut diviser les travailleurs et travailleuses : le sexisme, le racisme et les préjugés les plus réactionnaires en sont des exemples.

Des luttes des femmes qui donnent espoir

Gisèle Pelicot a fait le choix de refuser le huis clos et de témoigner à visage découvert dans la presse : « Ce n'est pas pour moi que je témoigne, mais pour toutes ces femmes qui subissent la soumission chimique », a-t-elle dit. Son avocat a ajouté : « Il faut que la honte change de camp. » Samedi 14 septembre, des milliers de femmes ont manifesté en soutien à Gisèle Pelicot et contre les violences faites aux femmes.

Cette vague de solidarité entre en résonance avec le soulèvement des femmes en Inde contre le viol et le meurtre d'une jeune médecin dans l'hôpital où elle exerçait. Elle fait écho à toutes les mobilisations des femmes qui ont eu lieu ces derniers mois à l'échelle internationale, contre la tentative d'interdiction de l'avortement en Pologne, pour sa légalisation en Argentine, sans oublier le mouvement révolutionnaire des femmes en Iran...

Nous sommes résolument du côté de ces femmes qui se battent, pour en finir avec le capitalisme, ses oppressions, et toutes les violences qui en découlent.

Le 16 septembre 2024

RÉUNION PUBLIQUE

FACE AUX CRISES DU CAPITALISME ET AUX IMPASSES INSTITUTIONNELLES
URGENCE RÉVOLUTION
JEUDI 19 SEPTEMBRE - ARSH (CAMPUS UGA - ARRÊT BU)

GRÈVE ET MANIFESTATION À L'APPEL DES ORGANISATIONS SYNDICALES

MARDI 1^{ER} OCTOBRE - 10H - GARE SNCF



Brèves



Ocellia cherche mécène

Formation en « ingénierie de facilitation en intelligence collective » et création d'un nouveau site en Polynésie, dans les confettis de l'ancien empire colonial français : Ocellia voit les choses en grand pour cette rentrée. Et pour financer son activité, la directrice générale Mme Junet fait appel à la solidarité... des mécènes. Dans un clip, publié le 17 septembre sur youtube, elle explique l'intérêt de la démarche pour les entreprises et fondations. Valorisation de l'image des mécènes lors des événements ; attribution de leur nom à des espaces de l'école ; promotion de leurs activités et métiers... le tout déductible d'impôts. Une façon peut-être d'anticiper les conséquences des 15 milliards d'euros d'économies sur les services publics prévues par Macron avec le soutien de Le Pen. Pour prendre sur les profits des grandes entreprises afin de financer la santé, le social et l'aide à la personne à hauteur des besoins, il faudra une toute autre politique que cette optimisation fiscale qui prétend soutenir les « acteurs de terrain aux conditions de travail parfois si difficiles mais tellement nécessaires ».

Réseaux sociaux : bientôt des bots pour faire percer Ocellia ?

Jusqu'à cet été, on tombait sur la page ocellia_en_lutte lorsque l'on tapait le nom de l'école sur Instagram. Sans doute soucieuse de pouvoir exprimer son point de vue en face de celui des étudiant.e.s mobilisé.e.s, la direction a créé en cette rentrée une page officielle de l'école. Problème, entre les 1933 likes affichés sur le carton publicitaire du hall et les 70 likes des meilleures posts, il reste un écart à combler. Pas découragée pour autant, la direction cherche désormais à recruter une vingtaine d'ambassadeur.trice parmi les élèves. Toutefois l'annonce ne dit pas si les 4 à 6h mensuelles sont rémunérées, ni si l'autonomie et la créativité demandées pour le poste incluent le fait de réclamer un véritable accès aux services du CROUS et des moyens pour aider à trouver ses stages.

Don Bosco : un premier rassemblement contre le plan de licenciement

Suite à l'annonce de la suppression de 55 postes et 7 dispositifs chez le principal employeur du social du Finistère, un rassemblement a été appelé par la CGT et SUD ce lundi 16 septembre. Autour de 150 personnes étaient présentes pour s'opposer aux licenciements et dénoncer la responsabilité de l'Etat et du Département à travers les coupes budgétaires successives. Interrogée par Ouest France, une monitrice éducatrice résumait la situation : « Pour l'instant, on n'a pas d'info. On nous envoie des offres d'emploi, et c'est tout. Ce qui nous inquiète le plus, c'est où vont aller nos jeunes. Ils sont

souvent déscolarisés et il n'y a de place ni en Institut médico-éducatif, ni en foyer de vie. » Contre les licenciements et l'austérité qui les provoquent, les salarié.e.s et étudiant.e.s du social ont tout intérêt à lutter ensemble. L'appel à la grève du 1^{er} octobre sera l'occasion de faire montrer au patronat du secteur notre détermination à lutter ensemble.

Violences par armes à Grenoble: les fruits pourris d'une société à renverser !

Depuis quelques semaines, articles et reportages se multiplient à propos des règlements de comptes et violences armées qui plongent dans le deuil de trop nombreuses familles de l'agglomération grenobloise.

Cette exposition médiatique a poussé plusieurs politiciens – d'Estrosi, Maire de Nice, à Carignon, ex-maire de Grenoble – à attiser l'esprit de vengeance pour promouvoir l'armement des policiers municipaux. Comme si augmenter le nombre d'armes en circulation permettait d'en limiter l'usage et comme si la stigmatisation et la répression permettaient d'enrayer une situation qui plonge ses racines dans la misère sociale et le capitalisme.

La violence qui gangrène cette société trouve sa source dans la concurrence féroce que se livrent les capitalistes. Petits ou gros, légaux ou illégaux, c'est par la violence qu'en dernière mesure ils défendent leurs intérêts. Pour cesser de subir les conséquences de cette guerre économique, nous travailleurs et travailleuses, ne pourrions compter que sur notre capacité à organiser nous-même la société sur des bases égalitaires, à en finir avec la concurrence de tou.te.s contre tou.te.s pour l'enrichissement de quelques uns.

C'est à dire tout l'inverse de ceux qui coupent le budget des services sociaux et de la santé, préfèrent augmenter le nombre de flics plutôt que d'éduquer de rue et continuent à armer la police jusqu'aux dents.

Tou.te.s en grève le 1er octobre !

La CGT et Solidaires appellent à une journée de grève et de manifestation le mardi 1er octobre. Après les mois de tractations autour du choix du nouveau premier ministre, cette journée est l'occasion de rappeler de si l'assemblée est divisée en trois blocs ; la société elle est divisée en 2 classes dont l'une fait tout fonctionner. C'est en cessant le travail et en nous organisant que nous pourrions sentir notre force collective et imposer nos exigences vitales d'augmentation des salaires et de partage du temps de travail entre tou.te.s et tous.